Je suis, j'ai été et je serai toujours conservateur. On peut changer les noms tant que l'on voudra. J'ai toujours été progressiste, mais je suis trop modeste pour me parer de ce titre. Il fut un temps, pourtant, où la doctrine de notre parti recueillait certains suffrages en cette enceinte. Elle consistait à demander nos propres marchés pour nos propres produits et à faire travailler nos ouvriers pour nous-mêmes.

Je n'ai rien à reprocher au jeune parrain de ce bill sur l'assurance-vie. Il est fort sympathique et je n'ai pas l'intention de m'opposer à la mesure. Je voulais pourtant savoir du ministre des Finances quelle est la ligne de conduite qu'il a adoptée à l'égard de ces sociétés d'assurance-vie. Nous en faut-il d'autres en ce moment? Les banques exigent un certain droit pour virer des fonds d'une banque à une compagnie d'assurance, mais les compagnies d'assurance, non seulement exigent du 6 p. 100, comme l'indique la police, à l'égard des prêts qu'elles consentent, mais ajoutent un droit d'échange important. Les petits salariés ne sont pas en mesure d'y faire face. De l'intérêt à 6 p. 100, ça n'existe plus. Au cours de la guerre, on ne nous a consenti que du 2 et du 3 p. 100 sur nos obligations.

M. le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: A l'ordre. Je signale à l'honorable député que nous en sommes à l'article 1 du projet de loi.

M. CHURCH: Vous avez parfaitement raison, monsieur le président. Mais j'en suis à me demander, d'une façon générale, s'il est nécessaire d'établir de nouvelles compagnies, vu le grand nombre de celles que nous avons déjà. Par quel effort d'imagination pourrait-on dire de certaines que ce sont des sociétés fédérales? Sur quoi se guide le Gouvernement en cette matière? Le ministre des Finances a de l'autorité sur les compagnies d'assurance et le Gouvernement devrait assurément nous exposer son attitude sur cette question. Que fait le ministre? A-t-il approuvé ce projet de loi?

M. FERGUSON: Je ferai remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'assurance-vie. Les sociétés qui s'occupent d'assurance contre l'incendie et les accidents dans notre pays ne peuvent émettre de polices d'assurance-vie, et cette compagnie ne peut effectuer de prêts. Le comité devrait tenir compte de ce que nous cherchons à garder ces fonds au Canada et j'estime que nous devrions accorder un plus grand nombre de ces chartes. A l'heure actuelle, environ la moitié du montant perçu au Canada en primes d'assurance contre l'incendie et les accidents est encaissée dans des pays étrangers. Il est regrettable qu'il n'existe pas deux fois plus de sociétés canadiennes et

[M. Church.]

que les citoyens de notre pays ne s'opposent pas à ce que leurs fonds aillent ainsi à l'étranger. L'adoption de cette mesure contribuerait à empêcher cet argent de quitter notre pays et à créer de l'emploi pour les Canadiens. C'est une mesure louable.

M. COLDWELL: Je reconnais volontiers, avec l'honorable préopinant, qu'une trop forte partie des fonds que nous versons en primes d'assurance quitte le Canada. Le fait est avéré et il me semble que nous devrions aviser aux moyens de conserver cet argent chez nous. Toutefois je ne favorise pas la méthode que comporte ce projet de loi, c'est-à-dire la création d'une autre société de ce genre. Le mode d'assurance-automobile en vigueur en Saskatchewan devrait servir d'exemple à tout le Canada. Quand on y sollicite un permis de conduire, on verse un dollar de plus, quant au propriétaire d'une auto, il paie de \$4.50 à \$6. Voilà tout ce qu'une personne doit payer afin de se protéger suffisamment.

M. REID: Quelle protection reçoit-elle?

M. COLDWELL: J'en parlerai dans un instant. Pour ma part, je détiens une police d'une société privée qui, dans la province d'Ontario, assure mon automobile contre l'incendie, le vol, les collisions comportant des dégâts appréciés à plus de \$50, et les accidents causés à des tiers. Ma prime cette année s'élève je crois à \$64.30. Mais ma personne n'est pas assurée, pas plus que ne sont assurés les piétons, ici en Ontario, que je pourrais frapper avec mon automobile. Tout ce que ceux-ci peuvent faire c'est de m'intenter une poursuite et prouver négligence de ma part s'ils veulent toucher une indemnité en raison de cet accident. Par contre, en Saskatchewan, je suis assuré pour la modique prime de \$4.50 à \$6. Si je suis tué, ma femme touchera une indemnité de \$10,000 à même la caisse d'assurance. Les piétons sont aussi assurés et n'ont pas à prouver négligence pour percevoir quelque dédommagement. Le véhicule lui-même est assuré contre les collisions, à compter de \$100. Pour tout cela, une personne domiciliée en Saskatchewan ne paye que de \$4.50 à \$6. Bien des gens s'imaginaient que ce mode d'assurance ne peut être maintenu à ce taux.

M. FERGUSON: L'honorable député donne à entendre que c'est le genre d'assurance qu'émet la province de la Saskatchewan qui permet à celle-ci de n'exiger que de faibles primes. N'est-ce pas plutôt dans une large mesure parce que la province n'est pas très peuplée? Ces assurances coûteraient \$150